

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 25/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETS STEINER

9 route de Rouen
BP 1161
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO.ERA.24.10.330.SB
Code AIOT : 0005800821

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2024 dans l'établissement ETS STEINER implanté 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi de la mise en demeure du 23 mai 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS STEINER
- 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800821
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Saint-Marcel est spécialisé dans la synthèse de colorants organiques destinés aux industries pétrolières (45%), papetières (45%), textiles...Le site est organisé selon 2 activités principales :- activité de synthèse (colorants azoïques et anthraquinoïques) ;- activité de formulation.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN24 LI Enregistrement
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mise en conformité par rapport aux textes LI	AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Aménagement des stockages de récipients mobiles de LI	AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Stratégie de lutte contre l'incendie des stockages de LI	AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Vitesse d'éjection des gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.3-B de l'annexe I	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	classement ICPE	AP Complémentaire du 14/04/2021, article 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etat des matières stockées	AP Complémentaire du 14/04/2021, article 14	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitant a mis en place un plan d'action pour respecter les arrêtés ministériels qui s'appliquent sur son site dans les délais imposés dans ces textes. De fait, l'inspection prend acte que la situation est en voie de régularisation et ne propose pas de suites administratives ou pénales pour le moment.

Afin de statuer sur la mise en demeure du 23 mai 2023, **l'exploitant fournira sous 2 mois les éléments demandés par l'inspection dans le présent rapport.**

L'exploitant est tenu de maintenir informée l'inspection de la réalisation de son plan d'action.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : classement ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées Stockages de liquides inflammables</p> <p>4331-2 Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 -> Enregistrement quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation 100t < Q < 1000 t</p> <p>4734-2c Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution -> Déclaration avec Contrôle quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation 50t < Q < 100 t</p> <p>1436 Liquides de point éclair entre 60 et 93 °C -> Non Classé</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection avait demandé à l'exploitant de régulariser sa situation administrative au regard de la</p>

rubrique 1436 de la nomenclature des ICPE (*demande n°1 de l'inspection du 23 octobre 2023*).

Cette régularisation a bien eu lieu en fin d'année 2023 et a abouti au nouveau classement ICPE repris par arrêté préfectoral complémentaire du 29 février 2024, actant du régime Seveso Seuil Haut du site au regard de la rubrique 4511.

Dans cet arrêté, les liquides inflammables stockés sur le site sont sous le régime de la déclaration, au regard des rubriques 4331 (liquides inflammables de catégorie 2 ou 3), 4734 (produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution) et 1436 (liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C).

Les stockages de liquides inflammables passent ainsi du régime d'Enregistrement au régime de Déclaration suite aux actions de réduction du risque à la source menées depuis plusieurs années par la société Steiner, avec changement de produits pour utilisation de liquides inflammables de points éclair plus hauts.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection prend acte que sur ce point la situation s'est régularisée et des suites administratives ne sont pas nécessaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2021, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Sous 6 mois à partir de la notification du présent arrêté, l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°D1-B1-10-751 du 22 décembre 2010 est remplacé par les dispositions suivantes :
«(...)

L'exploitant tient à jour un inventaire des substances, mélanges, produits, matières ou déchets permettant de connaître par zone d'activité ou de stockage (bâtiments, réservoirs, aires de stockage, appareils ou équipements) (...)

Cet inventaire est tenu à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne (P.O.I.).

L'état des matières stockées permet de répondre aux objectifs suivants :

- vérifier que les quantités de produits présentes respectent les quantités maximales autorisées dans l'établissement,
- vérifier que leur répartition reste conforme aux dispositions de l'étude de dangers,
- servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel,

<ul style="list-style-type: none"> • Répondre aux besoins d'information de la population : un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. <p>(...)"</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection avait demandé à l'exploitant d'intégrer les déchets dans l'état des stocks (demande n°3 de l'inspection du 23 octobre 2023).</p> <p>L'exploitant indique avoir réalisé cette intégration, suite aux réflexions menées depuis 2022 sur leur état des stocks.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection prend acte que sur ce point la situation s'est régularisée et des suites administratives ne sont pas nécessaires.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant confirmera la bonne intégration des liquides de point éclair entre 60 et 93 °C à son état des stocks de matières dangereuses.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Mise en conformité par rapport aux textes LI

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société STEINER exploitant une usine de synthèse et de formulation de colorants organiques pour carburants et industrie papetière, sur son site localisé 9 route de Rouen à Saint-Marcel (27) est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 avril 2021, en remettant sous 3 mois à l'inspection des installations classées une étude précisant les travaux nécessaires pour se mettre en conformité par rapport aux prescriptions des arrêtés ministériels encadrant ses stockages de liquides inflammables
<p>Constats :</p> <p>Suite aux échanges menés avec l'exploitant en fin d'année 2023, l'inspection des installations classées a indiqué par courrier du 4 janvier 2024 à l'exploitant que les textes suivants ne s'appliquent pas aujourd'hui à son établissement :</p>

- arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- arrêté ministériel du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Dans ce même courrier, l'inspection indiquait que les textes « liquides inflammables » que l'exploitant devait respecter étaient :

- l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511.

L'exploitant a remis à l'inspection ses études de conformité au regard de ces textes, par courriel en date du 29 janvier 2024.

Ces études montrent plusieurs non-conformités relatives :

- aux articles 4.3.3 et 4.34 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 ;
- aux articles 22.VI (points 1, 2, 4, 5 et 6) et 23.II (points C, F et G) et à l'annexe XI de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 ;
- à l'article 21 (points 1, 3, 4 et 5) de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (en prévision).

Toutefois, début 2024, suite à une demande de l'exploitant sur la modification de ses stocks, un arrêté préfectoral complémentaire a été signé. L'arrêté préfectoral complémentaire du 29 février 2024 a ainsi modifié le tableau des rubriques ICPE applicables au site qui est maintenant soumis (en ce qui concerne les rubriques liquides inflammables) :

- à déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 1436 ;
- à déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 4331 ;
- à déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 4734.

De fait, le site n'est actuellement soumis qu'au texte « liquides inflammables » suivant :

- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511.

Le bilan de conformité à l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 n'a donc plus lieu d'être.

L'exploitant a confirmé un plan d'action pour se mettre en conformité avant **l'échéance demandée dans ces arrêtés ministériels, c'est-à-dire au 1er janvier 2027** :

- au regard des articles 4.3.3 et 4.34 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 : **Avant la fin d'année 2025**, installation de caméras thermiques sur les zones dédiées

aux stockages 1436. Ces caméras auront un réseau séparé et seront soumises à contrat via une centrale de télésurveillance, ce qui permettra d'avoir une surveillance continue et d'être alerté en cas de survenance d'un événement ;

- au regard de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 : installation d'un conteneur sécurisé dédié aux liquides inflammables **déjà réalisée** (voir photographies en annexe 1 confidentielle).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection prend acte que sur ce point la situation est en voie de régularisation.

L'inspection demande à l'exploitant de confirmer que son bilan de conformité à l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 a bien été établi pour tous les liquides inflammables maintenant concernés depuis le 29 février 2024 (pour les rubriques 1436, 4331 et 4734), notamment les liquides inflammables 4331 qui ne sont plus soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015. Pour ce faire, l'exploitant est tenu de reprendre son bilan en détaillant la vérification de la conformité à l'arrêté ministériel par typologie de liquides inflammables (une colonne pour les liquides 1436, une pour les 4331 et une pour les 4734).

Le plan d'action fourni par l'exploitant et détaillé au point de contrôle n°3 est à réaliser dans les échéances données.

L'EDD réévaluée sera à remettre avant mars 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Aménagement des stockages de récipients mobiles de LI

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

La société STEINER exploitant une usine de synthèse et de formulation de colorants organiques pour carburants et industrie papetière, sur son site localisé 9 route de Rouen à Saint-Marcel (27) est mise en demeure de respecter :

- les dispositions des articles 1.3, 7.5.3 et 7.6.10.1 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2010, en aménageant et exploitant ses stockages de récipients mobiles de liquides inflammables conformément à l'étude de dangers du site (dernière révision de mars 2020) ; en cas d'épandage,

la nappe maximale susceptible d'être en feu doit correspondre aux hypothèses prises en compte dans l'étude de dangers pour modéliser les feux de nappe.

L'"Aire extérieure en cours" de récipients mobiles de liquides inflammables est aménagée de manière à respecter ces dispositions sous 3 mois.

Le "hangar inflammables" contenant des récipients mobiles de liquides inflammables est aménagée de manière à respecter ces dispositions sous 1 an.

Sous 3 mois, l'exploitant précise à l'inspection des installations classées les solutions techniques retenues pour respecter ces dispositions.

Constats :

Il était demandé à l'exploitant de réaménager et exploiter, dans les meilleurs délais, les stockages de récipients mobiles de liquides inflammables de son site, c'est-à-dire les liquides disposant d'une mention de danger inflammable H224 - H225 - H226, les liquides de point éclair entre 60 et 93°C, ainsi que les déchets de propriété HP3, conformément à l'étude de dangers du site (écart réglementaire n°1 de l'inspection du 23 octobre 2023).

Selon les déclarations de l'industriel et les constats faits par sondage par l'inspection :

- les liquides inflammables de point éclair entre 60 et 93°C sont stockés seuls dans le "hangar inflammables" et sur l'"aire extérieure en cours" ;
- les liquides inflammables de point éclair entre 60 et 93°C ne sont plus stockés sur l'aire de la zone 7 qui sert uniquement de lieu de stockage de conteneurs vides (vérification par sondage) ;
- les liquides inflammables de mention de danger H224 - H225 - H226 et les déchets de propriété HP3 sont stockés dans une armoire de sécurité en face du "hangar inflammables" ;
- les liquides inflammables de mention de danger H224 - H225 - H226 ne sont plus stockés dans le "hangar inflammables" et sur l'"aire extérieure en cours".

Les photographies sont disponibles en annexe 1 confidentielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection prend acte que sur ce point la situation est en voie de régularisation. **L'exploitant informera l'inspection sur les rétentions employées pour le hangar inflammable et l'aire extérieure en cours, afin de justifier qu'"en cas d'épandage, la nappe maximale susceptible d'être en feu [corresponde] aux hypothèses prises en compte dans l'étude de dangers pour modéliser les feux de nappe" et sur la stratégie incendie en place pour ces zones de stockage.**

Le plan d'action fourni par l'exploitant et détaillé au point de contrôle n°3 est à réaliser dans les échéances données.

L'EDD réévaluée sera à remettre avant mars 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 5 : Stratégie de lutte contre l'incendie des stockages de LI

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

La société STEINER exploitant une usine de synthèse et de formulation de colorants organiques pour carburants et industrie papetière, sur son site localisé 9 route de Rouen à Saint-Marcel (27) est mise en demeure de respecter :

- sous 6 mois : les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, en disposant d'une stratégie de lutte contre l'incendie de ses stockages de liquides inflammables qui puisse être mise en œuvre à tout moment, que le site soit en activité ou à l'arrêt.

Dans le cas où cette stratégie prévoit un recours aux moyens du Service Départemental d'Incendie et de Secours, le concours de ces derniers est sollicité auprès du préfet au maximum sous 3 mois. Il implique la transmission par l'exploitant des informations nécessaires pour permettre au SDIS d'élaborer le cas échéant une réponse opérationnelle adaptée.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont à prendre en compte dès la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant indique disposer d'un POI à jour et d'un plan ETARE existant. L'inspection a pu observer par sondage le POI à jour.

De plus, l'exploitant indique que le régime de non autonomie a été accepté par le SDIS en attendant l'installation d'un conteneur de stockage sécurisé qui a depuis été installé (voir photographies en annexe 1 confidentielle).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection prend acte que sur ce point la situation est en voie de régularisation.

Toutefois, l'inspection observe que la stratégie de défense incendie déposée par Steiner auprès du SDIS27 le 24/07/23, sur laquelle le SDIS a émis un avis favorable, ne concernait que le hangar inflammable. Or, selon les constats faits lors de l'inspection, des liquides de point éclair entre 60 et 93°C se trouvent également stockés dans l'aire extérieure en cours.

De fait, l'exploitant présentera à l'inspection la stratégie incendie en place pour ces zones de stockage qui sera représentée au SDIS27.

Le plan d'action fourni par l'exploitant et détaillé au point de contrôle n°3 est à réaliser dans les échéances données.
L'EDD réévaluée sera à remettre avant mars 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Vitesse d'éjection des gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.3-B de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse d'éjection des gaz
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les autres appareils de combustion, la vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 m/s pour les combustibles gazeux et le fioul domestique ; • 6 m/s pour les combustibles solides et la biomasse ; • 9 m/s pour les autres combustibles liquides.
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection du 6 juillet 2023, l'exploitant devait présenter sous 15 jours un plan d'action permettant de s'assurer que les vitesses minimales d'éjection en sortie des conduits n°8 et 9 soient conformes à l'article 6.2.3-B de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910) et de pouvoir justifier à terme du respect d'une vitesse d'éjection minimale de 5 m/s.</p> <p>L'exploitant en retour a répondu que les conditions n'étaient pas ordinaires et a reprogrammé des mesures repertoriées dans le rapport APAVE du 11 octobre 2023 de mesures des rejets atmosphériques de ses chaudières. Ce rapport indique que pour le conduit 9 "chaudière principale", la vitesse au débouché est de 4,48m/s en moyenne, les 3 mesures étant de 4,4/ 4,51 et 4,52m/s.</p> <p>L'inspection observe que cette mesure a été faite avec la chaudière 9 fonctionnant entre 60 et 100% de charge. Or, la VLE de 5m/s correspond à une installation fonctionnant à pleine charge. Etant donné qu'il s'agit d'un minimum à respecter en cas de fonctionnement maximal, la VLE ne peut être respectée dès lors que le régime de fonctionnement est insuffisant.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de refaire une mesure pour la chaudière 9 en s'assurant d'avoir les conditions de fonctionnement stable entre 80 et 100% de charge, sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois